

Note de lecture parue dans la *Revue française de pédagogie*, n°184, 2013.

BODIN Romuald & ORANGE Sophie. *L'université n'est pas en crise. Les transformations de l'enseignement supérieur : enjeux et idées reçues*. Bellecombe-en-Bauges : Éd. du Croquant, 2013, 213 p.

L'ouvrage de Romuald Bodin et Sophie Orange est exemplaire. En effet, et sur un sujet maintes fois rebattu, ces deux jeunes maîtres de conférences en sociologie exerçant en région ont le mérite d'apporter du nouveau et donc de « faire voir autrement » ce qui, pour nombre d'entre nous, est pourtant notre univers de travail. Et cette exemplarité est notamment liée à l'effort initial de rupture avec les prénotions opéré par ces auteurs, qui s'est poursuivi ensuite par un véritable travail de construction de l'objet.

Après une introduction roborative rappelant notamment que le discours sur la « crise de l'université » est un topique fort ancien remontant (au moins) à la fin des années 1940, l'ouvrage se structure en quatre chapitres. Dans le premier, intitulé « La tentation sélective », les auteurs critiquent la fausse division de l'enseignement supérieur entre filières ouvertes et filières sélectives et soulignent notamment que, contrairement à ce qu'affirme un sens commun plus ou moins misérabiliste, le secteur ouvert, en l'occurrence les universités, n'accueille pas que les « rebuts » de l'enseignement supérieur. Et c'est notamment en introduisant dans le raisonnement le secteur du « petit enseignement supérieur » court comprenant les Sections de technicien supérieur (STS), les Instituts universitaires de technologie (IUT), les écoles du travail social ou autres – secteur dont on se demande d'ailleurs pourquoi il est généralement éludé – que les auteurs démontent « la tentation sélective » qui taraude nombre de politiques, comme de collègues, qui manifestement supportent mal l'arrivée de « nouveaux étudiants » d'origine populaire dans les amphithéâtres. Et pourtant, ceux-ci sont essentiellement absorbés par le « petit enseignement supérieur court », l'université n'en recevant qu'une faible part et accueillant toujours majoritairement des bacheliers généraux ainsi qu'un taux relativement constant d'enfants de cadres supérieurs/professions libérales, même si celui-ci varie grandement en fonction des facultés, disciplines, établissements. Bref, les hordes de « barbares » illettrés ne déferlent pas à l'université et la sélection sociale y fonctionne à plein attendu que le capital scolaire tout comme l'origine sociale des étudiants s'élèvent à mesure qu'on monte dans le cursus. Un des apports les plus significatifs de ce chapitre est aussi de rompre avec la conception « tubulaire » de l'enseignement supérieur qui voudrait que chaque filière constitue une espèce de couloir étanche aligné à côté des autres. En effet, l'observation des pratiques réelles des étudiants montre que ces derniers circulent beaucoup d'une filière, d'un secteur, comme d'un cycle à l'autre entre ces différents secteurs et que, dans ce cadre, l'université joue un rôle central de « carrefour autour duquel s'organise, et grâce auquel se régule, l'espace de l'enseignement supérieur dans son ensemble » (p. 53).

Le chapitre deux s'attaque au « mythe de la désorientation universitaire ». En effet, le sens commun voudrait que nombre d'étudiants s'orientent par défaut vers l'université et donc que la sélection, la propédeutisation et la professionnalisation représentent la panacée ultime pour résoudre tous ses maux supposés. Or, l'étude des flux d'étudiants comme de leurs motivations montre que non seulement ce choix est le plus souvent électif mais que, paradoxalement, ces étudiants ont souvent des projets professionnels mieux définis que leurs camarades de STS, d'IUT, voire même d'écoles de commerce, dont les orientations ont souvent été plus ou moins contraintes au nom d'un réalisme parfois quelque peu mutilant pour les intéressés, qui pour certains rejoignent ensuite parfois avec plaisir (et profit...) les bancs de l'université.

Poursuivant sur cette question, on note aussi que les formations universitaires généralistes, tant vilipendées pour leur « abstraction » supposée, ont des taux d'insertion comparables à certains secteurs dits « professionnalisés » de l'enseignement supérieur. En fait, comprendre l'orientation des étudiants demande à ce qu'on construise la diversité des « cartographies mentales » qui sont les leurs, et qui varient notamment en fonction de leur origine sociale, scolaire, géographique, de leur âge, de leur expérience académique antérieure, mais aussi des injonctions des prescripteurs que sont les enseignants, conseillers d'orientation, camarades, membres de la fratrie, etc. Diversité que le rêve (ou le cauchemar ?) gestionnaire de parcours rectilignes, ou comme on dit « sans histoire », élude complètement pour lui substituer la fiction d'agents intégralement rationnels tentant, ou plutôt devant, dès leur plus jeune âge et ce de manière de plus en plus pressante aujourd'hui en raison notamment de la diffusion généralisée des théories du « capital humain », maximiser leurs profits scolaires et par suite professionnels.

Le chapitre trois s'intéresse à la question de « l'échec » en premier cycle à l'université. Là encore, l'effort consistant à remonter aux chiffres (pourtant officiels...) permet de rompre avec les stéréotypes habituels, dont les fonctions politiques mériteraient d'ailleurs d'être interrogées. Déjà, le détour par l'histoire révèle que ce problème n'a rien de neuf attendu qu'aussi loin qu'on peut remonter dans l'histoire des statistiques universitaires ce taux est relativement stable. Et qu'aujourd'hui en France, le taux de « décrochage » est même inférieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE. Mais surtout, cette « notion-écran » d'échec recouvre une très grande diversité de situations, la plupart des étudiants concernés ne connaissant pas un échec complet, mais se réorientant suite à leur passage dans telle discipline, université, secteur, niveau, etc. On retrouve alors la très grande diversité des usages sociaux des études supérieures que la conception tubulaire, formaliste et implicitement très normative, élude sans le savoir, ainsi que la fonction de carrefour de l'université qui, en raison de son ouverture, permet à des étudiants provenant de milieux sociaux et scolaires variés de se côtoyer dans un même espace.

Enfin, le chapitre quatre revient sur le cas de ces étudiants gêneurs, ou de ces « enfants de la démocratisation », que certains souhaiteraient pouvoir orienter « pour leur bien » vers des filières professionnelles censées mieux correspondre à leurs « goûts » et « aptitudes ». Or, ce qu'oublie les partisans d'une orientation plus « rationnelle », par ailleurs souvent soucieux d'économies budgétaires, c'est que l'aspiration au savoir, ou plus simplement à des connaissances libres et gratuites permettant à chacun de s'épanouir, de découvrir, comme de développer ses « facultés » pour employer un vocable ancien à double sens, n'est pas l'apanage d'un groupe scolaire (et donc social) déterminé. Et l'ouvrage de R. Bodin et S. Orange souligne bien la position spécifique de l'université qui, à la différence d'autres secteurs de l'enseignement supérieur recevant une population préalablement sélectionnée, standardisée, et par suite souvent particulièrement conformiste et généralement prise en charge de manière particulièrement « scolaire », accueille un public nettement plus diversifié et souvent en quête de savoir.

Pour conclure, nous voudrions souligner combien l'ouvrage de R. Bodin et S. Orange est précieux pour mieux comprendre la position structurellement « critique » de l'université. En effet, et en raison de son ouverture sociale accrue, des libertés qu'elle accorde tant aux étudiants qu'aux enseignants, l'université est par excellence le lieu d'une démocratisation potentielle des savoirs, comme d'une recherche libre et gratuite. En fait, et à l'heure de la contre-révolution managériale des universités françaises, cet ouvrage nous paraît non seulement exemplaire mais aussi salutaire. Car en plus de rétablir quelques vérités occultées, il a le mérite de poser à nouveaux frais la question des missions scientifiques, sociales et plus largement politiques de l'université et donc des valeurs qui sont les siennes aujourd'hui.

Charles Soulié
Université de Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, CESSP